

---

# Le système mafia

---

Entretien  
avec

Luciano Violante

**Président de la commission parlementaire anti-mafia en Italie jusqu'en mars 1994, l'ex-magistrat Luciano Violante, actuellement vice-président de la Chambre des députés est l'auteur de *Non è la Piovra* (douze thèses sur les mafias italiennes).<sup>1</sup>**

*— D'abord, pour vous présenter, une première question: quelles sont les motivations et le cadre de votre action contre la mafia? Vous avez été président de la commission anti-mafia. Pourquoi êtes-vous devenu un expert de la mafia?*

La première motivation est assez personnelle. J'ai commencé à m'occuper de la mafia en 1982 quand La Torre<sup>2</sup> a été assassiné. C'est à ce moment-là que le parti communiste (PCI) m'a confié la mission de m'occuper des problèmes de la mafia.

La seconde est de caractère plus personnel encore. Avant d'entrer en politique, j'étais juge et j'appartiens donc à cette génération de magistrats qui a payé un prix très élevé parce qu'elle a choisi d'enquêter sur les tentatives de coup d'Etat, le terrorisme et la mafia. Beaucoup des nôtres ont disparu et l'Italie est le pays occidental où fût assassiné le plus grand nombre de magistrats. Moi-même, à plusieurs reprises, j'ai été victime de tentatives de meurtres. J'en ai vu tomber beaucoup de ma génération et ceux qui ont survécu ont donc une motivation toute particulière. Ce combat est nécessaire car si nous ne le menons pas nous n'aurons jamais de véritable démocratie. Ma génération a ce devoir: rendre possible les conditions d'une authentique démocratie.

– *Comment définissez-vous, si elle existe, une spécificité italienne en matière de corruption politique? Peut-on parler de spécificité méditerranéenne dans ce domaine?*

Pour bien comprendre, il faut savoir ce que sont les problèmes en Italie. La démocratie italienne n'a que cinquante ans. Elle est née et s'est d'abord développée dans le cadre de la guerre froide qui a sacrifié la logique même de l'Etat de droit en ce sens que la libre alternance des majorités — principe fondamental de la démocratie — non seulement n'a jamais été une règle, mais a même été, dès le début, considérée comme un danger. L'ex-président du Conseil, Giulio Andreotti, a reconnu lui-même récemment que l'ennemi étant de gauche, tout ce qui pouvait lui nuire, même si cela n'était pas bon, au fond cela ne ferait pas de mal. Dans une telle configuration, la corruption devient alors une composante du système. Ainsi Craxi estimait aussi que pour affronter le pouvoir communiste, il fallait la corruption.

Mais s'il y a une spécificité italienne, il est difficile, à mon avis, de parler d'un modèle méditerranéen de corruption parce qu'il y a plusieurs modèles de corruption. Elle est plus diffuse dans l'Europe méditerranéenne parce que la séparation entre public et privé est moins forte qu'en Europe du nord. Cela dépend aussi probablement du poids de la culture catholique dans le sud par rapport à la culture protestante plus forte dans le nord. La confusion entre public et privé rend possible l'utilisation du pouvoir à des fins privées: c'est l'antichambre de la corruption.

Il y a, de plus, un risque de corruption pour les démocraties. Dans les Etats totalitaires, le problème de la corruption ne concerne que des cercles restreints qui détiennent le pouvoir comme, par exemple, la classe dirigeante du fascisme en Italie. Mais s'il y a démocratie, le pouvoir politique s'étend et s'étend donc aussi la possibilité de la corruption. C'est un problème qui affecte toute démocratie moderne, mais dans des proportions différentes selon les cas.

Chez nous, il y a trois niveaux de corruption. Le premier, le plus élémentaire, est déterminé par le dysfonctionnement "ordinaire" des affaires publiques pour lequel l'individu se trouve dans l'obligation de payer; le second concerne l'obtention de services apparemment légaux contre des pots de vin (appels d'offre publics); le troisième implique la présence de la mafia.

Dans le premier type, la contrepartie en argent d'un service rendu (un certificat, un logement, un travail etc.) demeure faible. Dans les deux autres, au contraire, elle est énorme. Tellement énorme que l'argent est expédié en dehors de l'Italie ou caché. Et c'est à ce stade que sont utilisées de multiples techniques de recyclage des fonds ainsi détournés.

– *Dans votre livre récent consacré à la mafia vous écrivez que "la corruption dans le processus d'expansion de la mafia s'est révélée plus importante que le recours à la violence". Vous estimez donc que la mafia ce n'est pas essentiellement ce qu'on a coutume d'appeler la "criminalité organisée"?*

Le problème de la criminalité organisée n'est pas le même que celui de la mafia; il ne faut pas confondre les deux concepts. La mafia, c'est la criminalité organisée qui a, en plus, des rapports avec la politique et contrôle un territoire. Contrôler un territoire signifie que, sur une part du pays, la mafia est une forme de gouvernement. Elle résout les conflits, exige des impôts, décide qui travaille et qui ne travaille pas...

D'ailleurs, les familles des mafieux ne sont pas nommées par le nom du chef mais par celui du territoire, comme le roi d'Angleterre. Par exemple: Ciaculli, les Brancaccio ou la famille de Cinisisi. La notion de territoire est donc fondamentale; en dehors de leurs territoires, les mafiosi ne comptent pour rien. Le criminel en fuite reste sur son propre territoire parce que c'est l'endroit le plus sûr pour lui. Tous les chefs ont été pris sur leur territoire (ils étaient en fuite... à la maison). Cette donnée est typique de la mafia, mais non du gangstérisme. Elle est typique de toutes les mafias: chinoise, turque, russe ou italienne. Toute organisation a besoin d'un fortin. Et cette place forte, ce château fort dans les grandes métropoles, c'est le quartier. Alors ils contrôlent le quartier où ils vivent. C'est une question de sécurité.

– *Après le rapport au territoire, le rapport au politique...*

Pour cela on doit remonter à l'origine de la mafia. Or celle-ci se situe dans la grande aristocratie terrienne méridionale. Cette aristocratie ne vivait pas sur ses terres mais dans des villes comme Palerme, Catane, ou Naples. Elle faisait administrer ses terres par un groupe de gardes à qui elle donnait carte blanche avec le droit de tout faire à condition d'obtenir une bonne production et de maintenir l'ordre. En contrepartie, cette équipe de "gardes" bénéficiait de l'impunité puisque le pouvoir politique allait jusqu'à couvrir leurs exactions.

A cela s'ajoute le fait que ceux qui détenaient le pouvoir dans le sud étaient souvent des étrangers éloignés du pays (Français ou Espagnols notamment); des étrangers qui ne s'intéressaient guère au bien-être des populations mais seulement à la production et à l'ordre public.

– *Il s'agit donc d'abord d'un rapport social?*

La mafia a toujours établi un rapport de domination sur les populations pauvres. C'est comme cela qu'elle est née et qu'elle a maintenu ses positions. C'est de là qu'elle tire sa puissance. Plus tard, quand la démocratie s'est établie, elle a su occuper une place incontournable grâce au fait qu'elle jouait un rôle politique essentiel contre la gauche. Voilà pourquoi c'est une erreur de confondre criminalité organisée et mafia. La mafia a toujours rempli ce type de fonctions.

– *C'est donc dans ce cadre qu'il faut situer la corruption?*

Quand on pense à la mafia, on pense tout de suite au crime (du sang, des armes, des homicides...) parce que c'est ce qui se voit. Mais ce qui ne

se voit pas est encore plus décisif: ainsi la corruption et l'intimidation constituent les deux instruments ordinaires de travail de la mafia. En définitive, la violence est un moyen exceptionnel car la mafia préfère toujours le silence. Et même quand elle a recours à la violence, à l'homicide par balle ou par bombe, la mafia préfère l'étranglement. L'homicide par balle fait du bruit, laisse des traces, un cadavre, des projectiles, une voiture qui s'enfuit. Ils préfèrent de beaucoup enlever la personne visée et la liquider discrètement. Donc dans la logique même de la mafia, le silence est la première règle de l'action et la corruption est le premier pas qu'elle fait lorsqu'elle veut contrôler quelqu'un.

Cette corruption ne vient pas immédiatement mais au terme d'un lent et patient processus d'approche. D'abord, la mafia analyse la situation sur un territoire donné pour repérer ceux qui détiennent le pouvoir: les magistrats, les notaires, les avocats, les carabinieri, etc. Elle établit ainsi une sorte de carte du pouvoir sur le territoire et alors peuvent commencer les premières avances.

Concrètement, ils procèdent de la manière suivante: prenons l'exemple d'un juge qui vient d'être nommé; il arrive de loin et a besoin de trouver un logement. Aussitôt un avocat ou un greffier ou un quelconque opérateur judiciaire se présente pour lui dire combien il est content de le voir et qu'on l'attendait avec impatience. Il lui propose un logement très intéressant: par chance il a, en effet, un ami qui a une maison de libre en centre-ville, très belle et bon marché. Le magistrat qui n'a pas de raison de se méfier, accepte. Le lendemain l'avocat téléphone, pour demander si tout va bien, s'il est bien installé et lui rappelle que s'il rencontre la moindre difficulté, il se chargerait de la régler.

Par la suite, disons par exemple le jour de l'anniversaire du juge, on lui envoie un cadeau.

Ainsi de manière subtile, un mécanisme pervers est installé pour créer des liens étroits et intimes avec ce nouveau venu. Par ailleurs, tout est mis en œuvre pour que cette familiarité naissante soit exhibée partout afin que toute la ville sache que l'avocat s'est lié d'amitié avec le juge. Tout est bon pour cela: par exemple, lors de l'anniversaire de la femme du juge, on confie un énorme bouquet à un garçon fleuriste qui doit livrer les fleurs en faisant le tour du quartier pour faire savoir au plus grand nombre de gens possible qui est le donateur et qui est le destinataire.

Ce n'est pas de la corruption mais une sorte de cooptation. Mais naturellement, après cette cooptation, arrive la demande d'un service ou d'une faveur. Arrivé à ce stade, l'alternative est simple pour le juge: ou bien il comprend et se tient alors sur ses gardes, ou bien il ne comprend pas et, dans ce cas, il est perdu. Il entre en effet, alors, dans une spirale sans fin: une fois qu'un service a été rendu, il est difficile d'en refuser un deuxième puis un troisième, etc.

Un autre mécanisme est celui de l'échange de services en politique; par exemple, quelqu'un se présente pour un contrat ou a besoin d'une autorisation pour rendre constructibles des terrains agricoles qui ne le sont pas. Moyennant une contrepartie, il obtient ce qu'il veut au grand bénéfice de la mafia qui a acheté des terrains cultivables non constructibles pour ensuite imposer une modification du plan

d'occupation de sol. C'est très fréquent en Calabre ou en Campanie, par exemple. Là-bas, on trouve de vastes étendues de terrains avec de très beaux paysages de bord de mer entièrement contrôlés par la mafia, car ces petites communes n'ont pas la possibilité technique de contrôler de grandes étendues.

Sur le terrain politique, il existe encore d'autres formules. Ainsi au cours d'une élection, la mafia examine les programmes de ceux qui se présentent et décide de voter pour l'un des candidats, souvent sans que celui-ci soit contacté, sans qu'il le sache...

– *Personnellement avez-vous déjà été confronté à ce genre de situation?*

Lors de la dernière campagne électorale, j'étais candidat en Sicile. Mes adversaires faisaient campagne contre la commission anti-mafia, ce qu'ils appellent la "mafia de l'anti-mafia", les "professionnels de l'anti-mafia". Les mafiosi qui entendent ces arguments disent: celui-ci doit être soutenu, c'est un brave garçon. Ceux qui lisent dans le journal que le candidat au parlement a dit la "mafia de l'anti mafia" sont contents et se disent qu'ils doivent voter pour lui.

Après le vote, le mafioso se présente au domicile du nouvel élu et lui dit: "vous êtes *monté* (terme typiquement sicilien qui signifie: vous êtes élu) car mes amis vous ont élu et nous vous souhaitons bonne chance!" Deux mois plus tard, il se représente: "Mes amis vous ont élu car durant la campagne électorale vous avez dit que la loi sur les "repentis" doit être abrogée. Mais cette loi n'est toujours pas abrogée."

Commence alors le mécanisme du conditionnement. L'élu peut dire: "Mon parti ne me permettra pas de le faire." "Alors, lui rétorquera-t-on, faites-le vous-même". Il peut dire aussi et c'est le plus fréquent: "Les autres ne veulent pas me laisser faire, il y a l'opposition, la majorité etc."

Ainsi se crée l'image de l'ennemi. Les politiciens élus par la mafia doivent pouvoir se décharger de leur responsabilité sur un ennemi. C'est pourquoi Riina<sup>3</sup> à Reggio de Calabre a dit, il y a quelques mois, qu'il faut éliminer les communistes et a donné trois noms: Caselli, Arlacchi et moi. La grande corruption de la mafia a pour but l'impunité pénale. La première corruption a pour objet les faveurs, les services. La deuxième: l'alliance parlementaire sans contenu spécial. La troisième, la plus importante, a pour objet l'impunité. En fait, de la politique, la mafia ne retire rien d'autre que l'impunité. Le reste elle le prend elle-même, elle n'a besoin de personne.

– *Mais il y a aussi la question de l'attribution des marchés...*

La mafia est régulatrice des appels d'offres publics en Sicile, en Campanie et en Calabre mais pas dans le reste de l'Italie. Là où elle a des intérêts importants, elle organise tout. Ainsi, dans l'hypothèse où une société lancerait un concours d'attribution de marché, les mafiosi vont voir l'un des concurrents pour lui dire qu'il n'a aucune chance dans ce cas mais que, par contre, pour la construction de tel pont il l'emportera...

Pour éliminer les entreprises gênantes, elle peut aussi utiliser d'autres

méthodes comme celle qui consiste à ouvrir les dossiers en cachette pour en retirer un document essentiel. Le dossier devient alors irrecevable parce qu'incomplet.

– *Sur le plan international, vous parlez d'un nouveau type de corruption politique...*

A ce niveau, je crois qu'il existe une corruption bancaire et financière mais non pas politique. En dehors de la Russie où le problème est différent, il n'existe pas de données qui puissent faire croire à une corruption politique organisée par la mafia au-delà des frontières italiennes.

– *Et le rôle de la maçonnerie?*

A partir de 1970, les organisations maçonniques italiennes ont subi une importante transformation. Une partie d'entre elles a continué à tenir son rôle traditionnel tandis qu'une autre s'est tournée vers la politique. Là, elle a rencontré la mafia qui avait les mêmes projets. A cela s'ajoute le fait que dans le sud, il y a une grande tradition maçonnique; comme la société civile et les institutions politiques y sont faibles, les personnalités les plus influentes se retrouvent traditionnellement au sein de ses organisations.

A l'intérieur de cette tradition, il y a eu une certaine dégénérescence quand une partie de la maçonnerie a commencé à s'occuper de politique, et qu'elle a rencontré la mafia. Elle est ainsi devenue une composante de cette stabilité tronquée qu'a connue l'Italie.

Et là il y a des lieux où se rencontrent magistrats, policiers, chefs d'entreprise, médecins chefs d'hôpitaux administrateurs publics et mafiosi. Ensemble, ils ont formé un club financier, politique, criminel; ceci jusqu'en 1992. Maintenant, nous sommes dans une phase de transition politique et il y a donc besoin de rechercher de nouveaux interlocuteurs. C'est la mafia, qui a ouvert cette phase en assassinant Salvo Lima<sup>4</sup>. L'assassinat de Lima a signifié aux yeux de ceux qui comprenaient, que les vieux rapports étaient terminés et que la mafia cherchait de nouveaux interlocuteurs. C'est ainsi que récemment elle s'est lancée dans l'activité électorale en faveur de certains candidats de l'Alliance Nationale (les ex-néofascistes du Mouvement social italien, MSI) et de Forza Italia (le parti de Silvio Berlusconi) par exemple. Non pour des partis en tant que tels mais pour des hommes.

Mais ce ne sont encore des rapports ni solides ni définitifs mais plutôt transitoires. L'instabilité politique entraîne l'instabilité de la mafia bien que celle-ci soit moins fragile.

– *Comment s'opère concrètement le contrôle des votes?*

La façon de contrôler les votes est très simple: dans les bureaux de vote, un des assesseurs lié à la mafia, soustrait un bulletin et le met dans sa poche. Il le donne au chef mafioso qui envoie un de ses hommes assez

loin du bureau de vote, celui-ci donne le bulletin à une personne qui va voter en lui disant de le mettre dans l'urne en échange du sien. Il entre dans le bureau de vote reçoit son bulletin; dans l'isoloir il le met dans sa poche et met dans l'urne le bulletin rempli qu'on lui a donné. Puis, à la porte, il remet son bulletin vierge à l'homme de la mafia qui l'attend dehors et ainsi de suite. C'est très simple mais très efficace.

— *Voyons maintenant comment l'Etat italien a mené et mène la lutte contre la mafia.*

Dans la mafia il y a trois niveaux: le niveau criminel, le niveau politique, le niveau financier. Aujourd'hui, le troisième niveau est le plus important: 70 000 milliards de lire de chiffre d'affaires par an. A ce niveau il faut la coopération internationale. Là se situe le point théorique:

— Si on juge que de toute façon, l'argent est mafioso alors il faut traiter avec la mafia.

— Si au contraire, on pense que l'argent mafioso détériore l'économie, comme je le pense, alors la collaboration s'arrête. Sur ce point nous sommes encore en retard. Si je suis patron, patron honnête, je dois payer les salaires contractuels, les charges sociales, la publicité sur les produits, les agios... Par contre si je suis dans une économie mafieuse, les salaires sont beaucoup plus bas mon produit final coûte 30% de moins que le prix normal. Si je fais payer plus 15%, j'y gagne de toute façon, c'est la face cachée du marché, si on comprend cela la collaboration est finie.

Le problème n'est pas seulement de décider d'arrêter le mafioso et voir où il a caché son argent, parce qu'il y a tant d'endroits divers où sont les personnes. Inutile de mettre des barrières. Nous avons des richesses sans nation. L'argent se déploie ainsi que les personnes avec cette différence que les personnes savent où est l'argent mais pas l'Etat.

Cette globalisation de l'économie implique que l'on doit regarder non pas seulement les sujets, mais plutôt les signes qui émergent et qui sont la preuve qu'il y a un mouvement irrégulier de valeurs. Je m'explique.

Dans un contexte de grave crise industrielle, comme la crise d'il y a quelques années, on a vu se multiplier dans certaines zones des "bureaux" bancaires. En fait il s'agit d'émissions d'argent mafioso pour acquérir les usines en faillite. Ainsi, de grands complexes hôteliers sont passés de main en main sans qu'ils soient jamais utilisés ou mis en fonctionnement; il en est de même pour de grands commerces très luxueux, surtout de vêtement, où personne n'entre. Ces commerces auront en fait servi seulement à acquérir la licence commerciale et pourront servir à recycler de l'argent. Alors il faut être attentif à ces signes et travailler non sur les personnes, mais sur l'argent.

— *Est-ce que la mafia prospère sur la faiblesse de l'Etat dans l'Italie du sud?*

En réalité c'est un choix de l'Etat: il n'est pas faible, il a décidé de l'être. Dans l'histoire des rapports entre le sud et les dirigeants du nord ou Rome, les gouvernants ont toujours considéré le sud comme une réserve

de consensus politique et de main d'œuvre, comme on faisait jadis pour l'Ethiopie; l'Etat passe une sorte de contrat avec les classes dirigeantes sans se préoccuper des populations.

Les classes dirigeantes du sud ont tout construit sur cette base. Elles ont été les intermédiaires entre l'Etat national et les populations locales en prenant l'argent pour elles-mêmes mais non pour le bien-être de la société, car ce bien-être les aurait mené à leur propre marginalisation. Si j'étais un dirigeant de cette classe imprégnée de cette culture du Mezzogiorno, je ne distribuerais pas l'argent public pour le bien-être social car cela risquerait de déboucher sur l'autonomie de la société qui alors me mettra dehors. Je les distribuerais plutôt sous forme d'aumône de pensions, d'assistance etc... Cela me permettrait de maintenir le contrôle sur la population et donc de conserver le pouvoir.

– *Ce qui veut dire que, dans le sud, la mafia remplit une fonction complémentaire de celles de l'Etat.*

Je dirai quelque chose de plus grave: c'est l'inverse. Dans le sud de l'Italie, c'est l'Etat qui, souvent, est complémentaire de la mafia. Ce système ne pourra être brisé que lorsqu'on pourra rompre avec la culture de la classe dirigeante. Seule une telle rupture pourrait supprimer les liens entre la mafia et la classe dirigeante.

– *Cela nous ramène à la nature de la société méridionale.*

On doit distinguer plusieurs sud; il n'y en a pas qu'un seul. Par exemple, la Pouille est un sud avec une histoire et un développement différents. Ses grands propriétaires terriens ont toujours vécu sur leur territoire et l'ont fait fructifier... Ils ont connu les communes libres comme dans le nord et le centre et les citoyens ont su s'administrer. La Pouille a ainsi une histoire particulière.

En Campanie aussi on trouve différents types de sud. Mais, au-delà de ces contrastes, ce qui caractérise le sud dans son ensemble, c'est la non-organisation de la société. La société méridionale est très individualiste; elle a peu le sens des responsabilités, par la faute de sa classe dirigeante et à cause de son histoire particulière.

– *On entretient donc un certain sous-développement?*

Oui, le développement du sud a été en contradiction avec ce mode de gouvernement. Dans le sud, des milliards de milliards ont été dépensés: si on en avait donné une partie à chacun des citoyens de cette région, ils vivraient bien mieux que maintenant.

Le taux d'intérêt bancaire y est plus élevé que partout ailleurs en Italie. Un chef d'entreprise qui veut travailler dans le sud paye l'argent plus cher que dans le centre-nord, parce qu'il y a des risques bancaires majeurs. Parce que les banques ont toujours prêté de l'argent à des gens, simplement parce qu'ils sont protégés par la mafia. Je peux citer, par exemple, le cas, en Calabre du boss De Stefano; il va demander un très



gros prêt à la banque. L'employé prévient son directeur que bien que De Stefano n'ait pas de garanties, il serait cependant opportun de lui consentir le prêt car il est très influent... et le directeur le lui accorde. Dans de nombreux cas, les mafieux ne restituent pas l'argent et les taux d'intérêt augmentent pour combler le déficit. Les banques les plus exposées sont évidemment les banques du Mezzogiorno. C'est un mécanisme tout à fait néfaste au développement.

*— Est-ce que, c'est une question plus culturelle, l'approche de Gramsci sur la question méridionale est encore utile pour comprendre cette situation présente?*

Oui, et le mécanisme remonte à l'époque du Risorgimento. A cet égard, il y a une histoire très révélatrice: dans la première moitié du XIXème siècle, un groupe s'en fut libérer le Mezzogiorno; ils débarquèrent sur la côte de la Campanie, entrèrent à l'intérieur et proclamèrent la République. Les "libérateurs" s'aperçurent alors seulement qu'ils ne comprenaient pas, qu'ils ne parlaient pas la même langue. Cela divertit la population locale puis voyant qu'ils étaient inefficaces, ils commencèrent à les repousser. Il y eut même des échanges de coups de feu entre ce groupe et les populations locales et le groupe s'aperçut que celui qui leur tirait le plus dessus était un espion du ministère de l'Intérieur...

*— Le sud a pourtant une grande importance stratégique en Méditerranée parce qu'il pourrait construire une série de rapports avec tous les pays africains du nord comme avec ceux du Moyen-Orient.*

Autrefois, dans cette perspective, Frédéric II avait déplacé sa capitale à Palerme. A notre époque, aucun responsable politique ne le ferait. En ce temps-là, le Mezzogiorno était le centre de la culture et du commerce alors qu'aujourd'hui ce n'est plus le cas pour de multiples raisons. Pour renouer avec cette stratégie, il faudrait que se déploie une véritable politique méditerranéenne de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce et de tous les pays qui l'entourent.

*— Précisément, après la fin du système international bipolaire, la Méditerranée peut retrouver une position géopolitique intéressante...*

Sans doute et ce fut d'ailleurs la grande idée de Berlinguer.

Quand il parlait d'Eurocommunisme, Berlinguer faisait référence à un développement de cette partie du monde.

L'Italie, l'Espagne, la Grèce (dans une moindre mesure) pourraient avoir un rôle en Europe, non comme frontière militaire avec le sud (comme le voudraient les Etats-Unis) mais comme un pont entre l'Afrique du Nord, l'Extrême-Orient et l'Europe. Ceci est une stratégie politique internationale qui donnerait un rôle à cette partie du Sud mais ils ne le veulent pas. Nous avons pourtant les forces pour cela. Nous avons besoin d'une politique étrangère de l'Espagne et de l'Italie qui n'existe pas. En

Europe, les seuls pays qui ont une politique européenne, la France et l'Allemagne, ne voient pas l'intérêt d'une politique de ce type. A moins qu'on ne comprenne qu'il n'y a pas d'avenir pour l'Europe sans le sud. Mais cela suppose réglée la question de la mafia.

*Entretien conduit par*  
Bernard Ravenel

*(Texte traduit de l'italien par*  
Aude Joly)

---

<sup>1</sup> Luciano Violante *Non è la Piovra* (12 thèses sur les mafias italiennes). Einaudi, Turin, 1994.

<sup>2</sup> Pio la Torre : député du PCI, secrétaire de la Fédération de Sicile du PCI, fut le premier à présenter un projet de loi organique contre la mafia en 1980. Considérant que la Sicile est au centre d'opérations liant finances, hommes politiques et pouvoirs occultes (la maçonnerie avec la célèbre P2 de Licio Gelli), il mène une campagne active contre le rôle de la mafia et en particulier de Michele Sindona — défini par tous comme le roi de la mafia — qui articulerait l'ensemble. Il est assassiné en 1982.

<sup>3</sup> Salvatore (Toto) Riina: Grand boss de Cosa Nostra responsable de l'assassinat du juge Falcone. A été arrêté en 1993.

<sup>4</sup> Salvo Lima, responsable important de la Démocratie chrétienne sicilienne, proche de la mafia palermitaine des Boutade, a été maire de Palerme de 1959 à 1964. C'est lui qui a

---

inauguré la première phase de modernisation de Cosa Nostra avec la politique menée dans le domaine de la construction urbaine. Ce fut la période du "Sac de Palerme" avec la mise en place d'un pacte entre mafia, administration publique et constructeurs qui devint un modèle criminel pour beaucoup de régions du Mezzogiorno. N'ayant pu garantir l'impunité des accusés de Cosa Nostra à l'occasion du maxi-procès commencé en 1982, Salvo Lima fut assassiné en 1992.